

dont une commission d'étude écrit dès maintenant: "Le suréquipement est l'une des formes de gaspillage les plus ruineuses". Même si 200 milliards y étaient investis d'ici 1952, le prix de revient ne baisserait que très peu et les charbons étrangers dans les ports français seraient encore moins chers que les charbons français au départ de la mine. La conclusion, c'est qu'alors que le Plan Monnet se fixait une production de 65 millions de tonnes en 1950 et 70 en 55, le programme de l'É.C.E. ne prévoit plus que 60 millions de tonnes en 52. Et la question se pose déjà de savoir comment ils pourront être vendus.

Ce manque de confiance des capitalistes dans leur propre appareil de production et dans sa capacité à lutter dans la concurrence internationale, signifie que pour que l'économie ne s'effondre pas, il faut que les dollars continuent à affluer et que l'État continue à pressurer nos masses pour pouvoir passer des commandes à la grande industrie.

Or, s'il est très vraisemblable que l'aide américaine va se poursuivre (par peur d'un effondrement et de troubles sociaux, ainsi que pour alimenter l'industrie américaine elle-même comme nous l'avons vu plus haut), la capacité de l'État pose un point d'interrogation. Et cela pour plusieurs raisons :

- 1°) La classe ouvrière va-t-elle continuer toujours à avoir son niveau de vie abaissé pour permettre au gros capital d'accumuler du profit ?
- 2°) La baisse des affaires et le chômage va diminuer les entrées budgétaires.

L'une et l'autre mettrait en péril l'équilibre budgétaire et nécessiterait le retour à l'inflation. Il n'est que de voir le bilan de l'État de 1948 pour s'en rendre compte.

DEPENSES

ENTREES

Courantes	943	Ressources budgétaires	1.021
Reconstruction	324	Emprunt intérieur	415
Prêts et avances	179	Emprunt extérieur	143
Équipement	159	Avance de La Banque de France	17

(rapport Barthouin à la commission des finances du conseil de la République)

Déjà maintenant on dit officiellement qu'un emprunt comme le dernier réussi par QUEUILLET serait impossible. Seule l'inflation permettrait la continuation du rééquipement et pour ne pas y avoir recours l'État a déjà dû diminuer de 5% les crédits pour la construction des centrales électriques.

C'est-à-dire que la situation actuelle est en fait très fragile: que la crise aux U.S.A. stoppent le commerce international, ou que la convertibilité des monnaies et la diminution du protectionnisme placent les prix français en face des prix mondiaux, ou que la crise sociale s'aggrave et toute la "demi-prospérité" d'aujourd'hui serait jetée par terre.

Pourtant, il ne semble pas qu'il faille s'attendre à un brusque effondrement dans l'immédiat: la crise mondiale est lente à s'affirmer, les crédits Marshall continuent et les crédits d'État sont déjà engagés pour plusieurs mois. Même une chute inflationniste nécessiterait plusieurs mois avant de prendre un caractère catastrophique. Une lente descente vers le semi-marasme semble être le plus probable.